

Souveraineté agricole : les fragilités de la « puissance » française

Engrais, tourteaux, climat... Le commissariat à la planification écologique vient de publier un rapport sur notre souveraineté agricole et alimentaire. La France, grosse productrice, y est aussi décrite comme très dépendante.

Reporterre par [Marie Astier](#) le 5 avril 2024

<https://reporterre.net/Souverainete-agricole-les-fragilites-de-la-puissance-francaise>

C'est [un rapport](#) très instructif qu'a discrètement publié le commissariat à la planification écologique, jeudi 4 avril au soir. Il procède, comme son nom l'indique, à une « *Évaluation de la souveraineté agricole et alimentaire de la France* ». Il avait été voulu par le Premier ministre Gabriel Attal pendant la crise agricole, et sort juste au moment de la présentation du [projet de loi d'orientation pour la souveraineté agricole](#).

Un état des lieux qui tombe à pic, mais au sujet duquel le gouvernement s'est peu épanché. On peut le comprendre, car les chiffres collectés par France Agrimer et le service de la statistique agricole Agreste vont plutôt à l'encontre d'idées martelées par la FNSEA, et reprises par le gouvernement, depuis la crise agricole. Certes, il permet de pousser un joli cocorico. « *La Ferme France reste la plus grande d'Europe en surface, avec des rendements parmi les plus hauts d'Europe* », constate le rapport. Et notre « *balance commerciale agro-alimentaire reste globalement positive de +7/+9 Mds €.* »

Mais ces performances reposent sur de très grandes fragilités, relève le rapport. Celle au [changement climatique](#), d'abord. Mais aussi des faiblesses que l'on pourrait en grande partie lier à l'intensification de notre production, et à cette volonté exportatrice.

Première « *fragilité préoccupante* » pour notre souveraineté alimentaire : l'importation massive d'engrais azotés de synthèse. « *En 2022, la France importait plus de 80 % de ses engrais, dont une large part provient de pays en dehors de l'Union européenne, créant une double dépendance : aux pays tiers et aux énergies fossiles [qui servent à fabriquer les engrais minéraux]* », alerte le rapport. Une dépendance particulièrement observée « *dans les grandes régions céréalières (Hauts-de-France, Île-de-France, Grand Est) ou les livraisons d'engrais azotés, pour l'essentiel importés, peuvent représenter jusqu'à 300 €/ha.* »

Ainsi, le document nous rappelle que ce sont ces cultures qui font la puissance exportatrice de la France — et la richesse du patron de la FNSEA Arnaud Rousseau — sont aussi extrêmement dépendantes des importations. Les chiffres ont sauté aux yeux de Manon Castagné, qui travaille sur ce dossier des engrais de synthèse de longue date. « *Aujourd'hui, si on se retrouve à court d'approvisionnement d'engrais, on peut avoir d'énormes pertes de rendement du jour au lendemain* », explique-t-elle. « *Les politiques font l'autruche sur ce point depuis des années et c'est la crise énergétique due à la guerre en Ukraine qui les a forcés à — un peu — s'en préoccuper.* »

Pour répondre au problème, le gouvernement envisage [un plan de souveraineté sur les engrais](#). « *Mais pour l'instant rien n'est écrit et ils ne savent pas par quel bout prendre le problème* », affirme Manon Castagné. « *Parce que quand on pose la question des engrais, la réponse est forcément un changement de système agricole : plus de bio, de polyculture élevage, etc.* »

Accrocs aux tourteaux

Autre dépendance inquiétante, celle aux « *graines et tourteaux pour l'alimentation animale dont les deux tiers sont importés, notamment du Brésil et d'Argentine* », écrit le rapport. Un état de fait qui vient de l'abandon progressif de l'élevage plein air au profit du hors sol. En 40 ans, nous avons perdu près d'un quart (23 %) des prairies, remplacées notamment par le soja importé.

« *Cela traduit une évolution de l'élevage français d'herbivores : une réduction du cheptel, combinée à une évolution vers des systèmes moins extensifs et moins pâturants notamment dans la filière laitière* », nous explique le secrétariat général à la planification écologique. De façon générale, « *le prix des intrants (produits phytopharmaceutiques, azote, énergie, alimentation animale, machines agricoles) que nous importons massivement est en hausse constante est de plus en plus volatil au gré des crises climatiques et géopolitiques diverses* », s'inquiète-t-il aussi.

L'intensification de l'agriculture française a donc bien eu lieu, en témoigne par exemple l'agrandissement des fermes. Le rapport rappelle qu'entre 2010 et 2020, la taille moyenne des exploitations agricoles est passée de 53 à 65 hectares et que « *les fermes françaises sont en moyennes plus grandes (en surface) que leurs voisines (Allemagne, Espagne, Italie)*. » Ce qui peut parfois faussement donner l'impression que la France a moins concentré son agriculture, ce sont en fait des « *différences notables* » dans « *certaines filières (exploitations porcines nettement plus grandes en Espagne par exemple, certaines exploitations en grande culture significativement plus grandes en Allemagne)* », explique le rapport.

Autre idée entendue [dans les manifestations d'agriculteurs](#) et battue en brèche par ce rapport, la « *surtransposition* », notamment en ce qui concerne l'interdiction de certains pesticides, n'est pas une entrave à la productivité agricole française. « *En particulier, on n'observe pas à ce stade de corrélation forte entre l'interdiction de certains produits phytosanitaires et l'évolution des rendements* », assure-t-il. En fait, les surtranspositions « *n'existent en réalité que pour certaines substances néonicotinoïdes* », note-t-il.

Et la France fait partie des pays européens autorisant le plus de pesticides. « *Elle se situe au 4^e rang avec 284 substances actives pour lesquelles au moins un produit est autorisé, derrière l'Italie (310), l'Espagne (299) et la Grèce (295)* », nous informe-t-on. Un écart dû surtout à « *l'absence de demande d'homologation de certains produits par les entreprises de phytosanitaires* », poursuit l'analyse.

Nouveaux OGM, mégabassines et agroécologie

En fait, la capacité de la « *Ferme France* » à produire est surtout menacée par le changement climatique, qui peut faire baisser les rendements et rendre l'accès à l'eau plus critique, s'inquiètent les auteurs. Sont aussi cités, comme menaces à notre souveraineté alimentaire, la « *baisse des pollinisateurs* », « *l'artificialisation des sols* », ou encore le risque de diminution de la fertilité des sols.

Tout un panel de solutions est évoqué. Parmi elles les [nouvelles techniques génomiques](#), ou les [mégabassines](#) « *lorsque l'état de la ressource et des autres usages le permettent (à court, moyen et long terme) et qu'une concertation a été faite* », précise le rapport. Mais [l'agroécologie](#) est aussi en très bonne place dans la liste : haies, agroforesterie, moins de labour et plus de couverture des sols, diversification des productions, plus de rotations des cultures (cela signifie faire se succéder sur une même parcelle le plus de cultures différentes possibles). Agir sur les assiettes, en réduisant la consommation de produits importés, est aussi recommandé.

Or, les récentes orientations agricoles du gouvernement ne semblent pas aller dans ce sens. Le projet de loi d'orientation, pourtant dédié à la souveraineté alimentaire, ne cherche pas à promouvoir les pratiques agroécologiques. Au contraire, les dispositions sur les haies dans ce projet de loi font craindre une facilitation de leur destruction. Par ailleurs, la France a défendu auprès de l'Union européenne un

allègement des contraintes sur les rotations de culture, et [a multiplié les renoncements](#) contre l'artificialisation des sols, notamment agricoles. Même le Haut conseil pour le climat, dans une lettre au Premier ministre datée du 2 avril, disait « *craindre un recul de l'ambition climatique de l'action publique portant sur le système alimentaire* ».

Le ministre de l'Agriculture s'en défend. Le 4 avril sur Public Sénat, il affirmait qu'« *il n'y a pas de souveraineté alimentaire sans transition écologique* », expliquant qu'un milliard d'euros sont consacrés à « *la transition* », comme la plantation de nouvelles haies, la diversification en protéines (pour nourrir les animaux d'élevage) ou encore la recherche d'alternatives aux pesticides. Son ministère, que certains observateurs supposent mal à l'aise, n'est cependant pas allé jusqu'à publiciser ce rapport sur la souveraineté alimentaire, ni à répondre aux questions de *Reporterre* à son sujet. C'est le Secrétariat général à la transition écologique, via notamment Antoine Peillon qui est à sa tête, qui a assuré [sa diffusion](#).